

République Démocratique du Congo



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU CHEF DE L'ETAT
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO,
CHEF DE L'ÉTAT, À L'OCCASION DE
LA 5^{ÈME} ÉDITION DU FORUM INVESTIR EN AFRIQUE**

Brazzaville - République du CONGO, Mardi 10 Septembre 2019



**Excellences Messieurs les Présidents, Chers frères,
Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Afrique
Excellence Monsieur le Vice-Ministre des Finances de la République
Populaire de Chine,
Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région Afrique,
Monsieur le Vice-Président Exécutif de la Banque Chinoise de Développement,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités**

C'est un honneur pour moi et toujours un plaisir de me retrouver dans la capitale de la République du Congo, où se tient la 5^{ème} édition du Forum « Investir en Afrique ».

Permettez-moi de remercier sincèrement le Président Denis SASSOU NGUESSO, son Gouvernement et l'ensemble du peuple frère de la République du Congo pour l'organisation réussie du présent Forum et surtout pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé à ma délégation et à moi-même depuis le Beach de Brazzaville jusqu'à cet instant où je prends la parole devant cette auguste Assemblée.

Je salue l'initiative de ce Forum et j'adresse mes félicitations à la République Populaire de Chine et à l'Union Africaine pour leurs efforts inlassables visant la création d'un environnement propice pour soutenir les investissements et le développement durable en Afrique.

Je salue également l'engagement de nos partenaires au développement, notamment la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne. Leur accompagnement sera décisif en ce moment où l'Afrique a l'urgent besoin de rattraper son retard en matière d'infrastructures.

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

Poussée par sa démographie galopante et son ambition d'émergence, l'Afrique fait face à un criant déficit en investissements pour rattraper son retard. Selon la Banque Africaine de Développement, les besoins en investissement du continent se situeraient entre 130 et 170 milliards de dollars par an, dont 108 milliards pour les infrastructures. Sur ces estimations, à peine 60 milliards environ seraient effectivement mobilisés chaque année.



En dépit d'une performance solide en termes de croissance et d'une rentabilité des investissements supérieure à celle des pays industrialisés et au regard d'immenses ressources humaines et naturelles dont elle dispose, l'Afrique se bute aujourd'hui à un sérieux problème de mobilisation des capitaux, aussi bien en interne que dans de nombreux pays développés pour assurer le financement de ses projets d'investissements.

Depuis le début des années 2000, l'appétit des pays africains pour les investissements en infrastructures, a conduit nombre d'entre eux à gager leurs matières premières pour assurer ce financement. Le résultat de ces expériences est aujourd'hui fort mitigé.

D'une part, il est apparu que les investissements en infrastructures ne peuvent suffire pour relancer durablement la croissance et l'emploi, dès lors qu'ils ne s'inscrivent pas dans un projet productif solide qui vise la diversification économique et s'appuie sur un capital humain de qualité.

D'autre part, l'efficacité de la dépense d'investissement en Afrique demeure faible du fait de la non-maîtrise des processus de planification, de conception, de coordination et de mise en œuvre des projets et programmes d'investissement.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

La trajectoire de mon pays, la République Démocratique du Congo, durant ces dernières décennies constitue l'illustration de la situation générale de l'Afrique que je viens d'évoquer ci-haut. Et c'est très regrettable ! C'est pourquoi, depuis mon accession à la magistrature suprême de mon pays, j'ai pris le ferme engagement d'opérer de profondes réformes dans plusieurs secteurs de la vie nationale. S'agissant à titre exemplatif du secteur minier, j'ai engagé le Gouvernement à réfléchir profondément sur les voies et moyens pour la transformation localement de nos matières premières pour engranger les moyens financiers supplémentaires afin de les orienter vers les secteurs prioritaires : de la refondation de l'Etat, de l'éducation, de la santé, de la promotion des jeunes et l'autonomisation de la femme à travers des projets innovants.

Pour y parvenir, le modèle de développement que j'ai choisi sera axé sur la construction, en dehors du Grand Inga, des centrales hydro électriques de taille moyenne et des micro centrales pour assurer suffisamment l'accès à l'eau et à l'électricité dans toutes les provinces de mon pays. Car, selon les statistiques d'une étude récente menée par le PNUD, soixante-seize mille villages de la République Démocratique du Congo disposent chacun d'un potentiel capable de lui assurer son autonomie en électricité.

Mon ambition étant de financer l'agro-industrie par les revenus provenant de la commercialisation des matières du sol de la République Démocratique du Congo, et les populations vivant dans les milieux ruraux, dont la principale activité est constituée de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche vont, à coup sûr, voir leur quotidien s'améliorer considérablement et participer aussi de façon équitable à l'échange entre les milieux rural et urbain.

Ceci va améliorer les performances en matière d'emploi et de développement humain qui sont demeurées faibles et en faible progression, même quand le pays a connu des taux de croissance proches de 10 %, entre 2012 et 2015.

Lorsque cette croissance est portée par le secteur minier, elle est très peu créatrice d'emploi ; ledit secteur ne contribuant que pour 4 % de l'emploi créé en République Démocratique du Congo.

Voici pourquoi j'ai choisi l'agriculture comme un des piliers phare de ma vision pour la diversification économique pour mettre mon pays à l'abri des chutes des cours des matières premières, parfois imprévisibles.

C'est fort de toutes ces expériences et pour assurer une meilleure productivité ainsi qu'un plus grand partage de la valeur ajoutée au profit de mes concitoyens, que j'ai décidé de faire du capital humain le centre des préoccupations du gouvernement durant mon mandat.

Les 3 priorités que j'ai fixées à cet égard sont :

Premièrement, rendre effective la gratuité de l'éducation primaire dans l'enseignement public tel que l'exige la Constitution de la République ;

Deuxièmement, promouvoir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi à travers une stratégie de formation technique et professionnelle ambitieuse, conçue et mise en œuvre en partenariat avec les acteurs du secteur privé ;

Troisièmement, faire progresser le chantier de la couverture santé universelle, en commençant dès l'année prochaine par les fonctionnaires et la petite enfance. S'agissant de la gratuité de l'éducation, celle-ci est effective depuis le 2 septembre de cette année. Elle portera, en une année, le total des dépenses d'éducation de 8 % à près de 20 % du budget, soit un niveau proche de la norme fixée en la matière par l'UNESCO. Il s'agit d'un effort exceptionnel, qui appelle à une solidarité toute aussi exceptionnelle.

Le deuxième chantier que j'ai ouvert est celui de l'énergie. Tous les projets publics ou privés, en rapport avec la production, le transport ou la commercialisation de l'électricité, font l'objet d'un suivi attentif en vue de leur réalisation dans des meilleurs délais.



J'ai présidé à cet égard, le premier forum national sur l'électricité, en août dernier dans la ville de Matadi, dans le but de mobiliser toutes les parties prenantes pour l'action.

Je procéderai dans un proche avenir à la mise en place effective de l'Autorité de Régulation de l'Energie ainsi que de l'Agence de l'Electrification Rurale à l'effet d'accélérer la transformation du secteur de l'électricité, rendue possible depuis sa libéralisation en 2014.

Plus récemment, j'ai également présidé l'Atelier de Validation du Plan National pour le Numérique « Horizon 2025 », qui touche l'ensemble des secteurs de la vie nationale et prévoit la création d'une Agence pour le Développement du Numérique, ADN en sigle.

Distingués Invités,

Depuis des décennies, la participation de mon pays aux chaînes de valeurs mondiales est forte, mais se situe à des niveaux peu élevés. La République Démocratique du Congo continue d'exporter des minerais à l'état brut. Cependant, à cause des nombreux obstacles, notamment celui résultant de la domination des multinationales dans divers secteurs, mon Gouvernement a décidé d'encourager les entreprises capables et désireuses de transformer les matières premières localement, car cette stratégie nous permet de capter davantage de valeur ajoutée sur le territoire, laquelle se traduira en emplois de qualité.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Si investir en Afrique est important et urgent, c'est aussi parce que nous avons l'impérieux devoir de mettre à la disposition de notre continent de nouvelles sources d'énergies et de nouveaux modes de productions, compatibles avec la préservation de l'environnement. Nous sommes la dernière partie du monde à entrer dans l'ère industrielle, mais nous sommes également le dernier rempart de l'humanité pour sauver la planète.

Conscient du rôle majeur de la République Démocratique du Congo à cet égard, mon Gouvernement a fait de la production d'énergie propre, non polluante et renouvelable, la première de ses priorités économiques pour le quinquennat.

Nous voulons ainsi préserver nos forêts en offrant à nos populations une alternative aux bois de chauffe comme principale source d'énergie. J'ai également décidé de sortir progressivement mon pays d'un système agricole archaïque, à faible productivité et destructeur de notre patrimoine forestier, pour promouvoir une agroforesterie qui maximise notre avantage comparatif pour certaines cultures, en se conformant aux bonnes pratiques et normes en matière environnementale.

Plus généralement, la question environnementale cesse d'être une préoccupation sectorielle mais concerne l'ensemble de nos politiques, programmes, projets ou plans de développement de manière transversale.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Nous nous sommes fixé l'objectif d'accroître très significativement le volume d'investissement en République Démocratique du Congo au cours de ces quatre prochaines années. Nous sommes conscients que l'investisseur, qu'il soit public ou privé, sera particulièrement attentif à l'évolution du climat des affaires dans mon pays.

Voilà d'ailleurs pourquoi, j'ai d'ores et déjà engagé plusieurs actions visant à enrayer toutes les tracasseries administratives, la multiplicité des taxes, les contrôles intempestifs en dehors de ceux fixés par la loi en la matière pour créer une véritable sécurité juridique en faveur de tous ceux qui auront choisi d'investir en République Démocratique du Congo, nationaux comme étrangers. Ils seront, croyez-moi, réellement protégés pour autant qu'ils se conforment aux lois du pays.

J'ai par ailleurs récemment invité le secteur privé à une Table ronde pour des perspectives meilleures d'une étroite collaboration entre le Gouvernement et le secteur privé. Car, dans tout ce que j'entends entreprendre, l'homme demeurera au centre de toute action.

Enfin, l'occasion faisant le larron, je profite de cette Tribune pour solliciter votre soutien à la candidature de la République Démocratique du Congo pour la tenue de la prochaine édition de ce Forum « Investir en Afrique » dans mon pays. Je sais que je peux compter sur vous tous, et je n'en doute point.

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

Dans mon propos, j'ai mentionné la nécessité d'améliorer la chaîne de planification en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience des investissements. A cet effet, il me paraît indispensable de sécuriser un budget important pour les études de projets, de manière à disposer en permanence d'un pipe-line des projets mûrs, ce qui en facilitera la mise en œuvre.

Au-delà, c'est la chaîne de planification des projets qui doit être renforcée, depuis la conception de projets jusqu'à leur réalisation.



C'est de cette manière aussi que l'Afrique tirera profit des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création d'emplois.

**Excellences Messieurs les Présidents, Chers frères,
Excellence Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,
Excellence Monsieur le Vice-Ministre des Finances de la République
Populaire de Chine,
Monsieur le Vice-Président de la Banque Mondiale pour la Région Afrique,
Monsieur le Vice-Président Exécutif de la Banque Chinoise de Développement,
Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

Je demande donc à tous nos partenaires multilatéraux et bilatéraux, ici représentés, à soutenir nos efforts de réformes à la hauteur des enjeux du développement de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique.

La République Démocratique du Congo qui, par sa position géostratégique, au carrefour des regroupements économiques d'Afrique Centrale, d'Afrique Australe et d'Afrique de l'Est, entend jouer pleinement son rôle de hub de décollage de l'Afrique pour atteindre les objectifs du Forum « Investir en Afrique ».

Je vous remercie.